

# POSITION DU COLLECTIF LGMA<sup>1</sup> POUR LA 28ÈME CONFÉRENCE DES PARTIES (COP28) À LA CONVENTION- CADRE DES NATIONS UNIES SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES (CCNUCC)

## #MULTILEVELACTIONDELIVERS EN ACTION

Dans le cadre d'une démarche cohérente et d'une coopération solide entre tous les niveaux de gouvernement, nous pouvons accélérer l'action climatique pour limiter l'augmentation de la température mondiale à 1,5°C et renforcer nos capacités d'adaptation conformément à l'Accord de Paris, les gouvernements infranationaux jouant un rôle essentiel dans la traduction des objectifs climatiques mondiaux en actions concrètes, localisées et en prestation de services publics efficaces.

Les partisans de cette position considèrent que les **gouvernements infranationaux** désignent tous les niveaux de gouvernements autres que les gouvernements nationaux, notamment les villes, les comtés, les territoires, les provinces, les régions, les états et autres sous-divisions.

Nous reconnaissons que l'humanité est à un tournant décisif, le sixième rapport d'évaluation du GIEC indiquant que nous devrions dépasser le seuil de réchauffement climatique de 1,5 °C dès 2027.

### ÉTAT DES LIEUX

Les catastrophes climatiques telles que les inondations, les vagues de chaleur et les sécheresses affectent déjà nos communautés et nos territoires, ainsi que notre capacité à allouer des ressources aux services essentiels et aux solutions locales. Les conséquences s'étendent au-delà de nos économies nationales, entraînant des pertes financières et humaines. Elles portent également atteinte à notre nature et à notre biodiversité, aux systèmes alimentaires, aux modes de vie autochtones, à la culture et à la mémoire. Ces impacts sont également loin d'être uniformément répartis, affectant de manière disproportionnée les pauvres, les groupes traditionnellement marginalisés et vulnérables, notamment les femmes, les enfants, les migrants et les populations indigènes.

Malgré d'importants progrès collectifs dans la formulation et l'actualisation des contributions déterminées au niveau national (CDN), des plans nationaux d'adaptation (PNA) et des stratégies

---

<sup>1</sup> Le Collectif des gouvernements locaux et des autorités municipales (LGMA) est le porte-voix des gouvernements infranationaux dans le processus de la CCNUCC au nom de la Global Task Force des gouvernements locaux et régionaux, avec ICLEI - Gouvernements locaux pour le développement durable - comme point focal. Sur la base du projet initial piloté par les partenaires LGMA susmentionnés, une liste définitive des signataires de cette déclaration sera annoncée lors de la conférence de presse de LGMA à la COP28 le 30 novembre 2023.

connexes, la transition de la planification à la mise en œuvre reste lente, inégale et graduelle. Sans action urgente à tous les niveaux de gouvernement, cette situation ne fera qu'empirer.

## RECONNAÎTRE LE RÔLE DES GOUVERNEMENTS INFRANATIONAUX

Les résultats du Bilan mondial (GST)<sup>2</sup> seront essentiels pour illustrer l'état de notre planète et nous montreront comment dessiner un avenir meilleur. Alors que les Parties font le bilan de l'action climatique, de l'inaction et des lacunes à l'origine de cette division, nous les exhortons à reconnaître et à dialoguer avec leurs gouvernements décentralisés, là où se joue en grande partie la mise en œuvre des politiques.

Nous, gouvernements infranationaux, sommes des acteurs cruciaux et indispensables d'une transition juste et résiliente vers le zéro émission nette. Nous pilotons l'action climatique au niveau local à travers nos politiques, nos réglementations et nos investissements dans les infrastructures, qui à leur tour incitent le secteur privé à investir davantage et à innover en envoyant des signaux forts au marché. Nous sommes également les premiers à nous préparer et à répondre aux pertes et dommages liés au changement climatique et nous avons élaboré des plans d'adaptation régionaux et locaux robustes.

À condition de disposer des mandats, des capacités humaines et des ressources financières appropriés, nous pouvons renforcer et accélérer notre réponse en vue d'obtenir une justice climatique et des résultats allant au-delà de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à celui-ci, notamment une meilleure reprise après sinistre, la réduction de la pauvreté, la santé publique, les services aux citoyens, l'amélioration de la biodiversité et la restauration des écosystèmes.

## GOUVERNANCE MULTI-NIVEAUX

Dans cette optique, de nouvelles infrastructures de gouvernance multi-niveaux sont nécessaires pour gérer ces réponses de manière équitable et faire progresser la prospérité économique, qui est essentielle au bien-être des populations partout dans le monde.

Nous, gouvernements infranationaux, pouvons aider les gouvernements nationaux à rehausser leurs objectifs climatiques afin de réduire de moitié les émissions mondiales d'ici 2030, limiter la hausse des températures à 1,5 °C d'ici 2050 et traduire ces objectifs nationaux en politiques et actions efficaces sur le terrain.

Toutefois, cela exige une action harmonisée entre toutes les Parties et les gouvernements infranationaux, les Parties jouant un rôle catalyseur pour l'action infranationale. Il est de notre responsabilité commune de gérer la crise climatique au travers d'une coopération multi-niveaux entre nos différents niveaux de gouvernement afin de parvenir à l'élimination progressive des combustibles fossiles le plus rapidement possible, d'accélérer l'adoption des énergies renouvelables, d'établir des

---

<sup>2</sup> Le Bilan mondial (GST) est un processus visant à faire le bilan de la mise en œuvre de l'Accord de Paris afin d'évaluer les progrès collectifs accomplis dans la réalisation de l'objet de l'Accord et de ses buts à long terme. Chaque bilan est un processus d'une durée de deux ans qui a lieu tous les cinq ans. Le premier bilan aura lieu à la COP28 à Dubaï et s'appuiera sur les Dialogues techniques de 2022-2023. Se fondant sur l'expérience des Dialogues de Talanoa de 2018, le Collectif LGMA est parvenu à convaincre les négociateurs de la CCNUCC qu'il était important que le bilan mondial bénéficie de contributions aux niveaux local, national et international, dans le cadre des processus dénommés Stocktake4ClimateEmergency pilotés par LGMA.

voies de développement à faible émission de carbone, et de favoriser un développement résilient au climat dans nos territoires et nos communautés pour assurer une transition juste.

Pour parvenir à une collaboration fructueuse, les Parties devraient prévoir la mise en place sur leur territoire de structures permettant un dialogue régulier et une planification des actions avec les gouvernements infranationaux, dans le cadre du processus de planification et d'établissement de rapports de la Conférence des Parties.

## APPEL À L'ACTION

Conformément à l'appel du Pacte de Glasgow pour le climat et du Plan de mise en œuvre de Charm el-Cheikh en faveur d'une action urgente, multi-niveaux et coopérative, et dans le prolongement de notre plaidoyer commun au sein du Collectif des gouvernements locaux et des autorités municipales (LGMA), au nom de la Global Taskforce des gouvernements locaux et régionaux, nous appelons les Parties à l'Accord de Paris, les présidences actuelles et futures des COP à la CCNUCC, le Secrétariat de la CCNUCC et les autres groupes d'observateurs de la CCNUCC, à :

### 1. RECONNAÎTRE LE LEADERSHIP INFRANATIONAL

Reconnaître davantage le leadership, les engagements, les plans et les progrès des gouvernements infranationaux dans l'accélération et la mise en œuvre de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à celui-ci. Reconnaître qu'ils sont les principaux artisans d'une transition juste, engageant efficacement les citoyens et les groupes vulnérables à améliorer leur bien-être et à progresser vers des modes de vie et de consommation et de production durables.

### 2. APPLIQUER UNE INTÉGRATION VERTICALE

Reconnaître l'urgente nécessité d'une collaboration à tous les niveaux de gouvernement, les Parties veillant à ce que le niveau infranational participe pleinement et de manière significative à l'élaboration, l'actualisation, la mise en œuvre et la communication des contributions déterminées au niveau national (CDN), des plans nationaux d'adaptation (PNA) et des stratégies de développement à long terme à faibles émissions de GES.

### 3. S'ADAPTER

Reconnaître le rôle des gouvernements infranationaux dans le pilotage des actions et des plans d'adaptation aux niveaux local et régional, et permettre leur inclusion significative dans le Cadre de l'objectif mondial d'adaptation.

### 4. FINANCER L'ACTION CLIMATIQUE

Reconnaître le rôle et les efforts des gouvernements infranationaux dans le financement local de l'atténuation, de l'adaptation, du renforcement de la résilience et du rétablissement et de la

restauration des moyens de subsistance, des infrastructures et de la nature, malgré des budgets limités et des sources de revenus indépendantes.

Créer des mécanismes de financement de l'action climatique solides et des initiatives dédiées afin de leur permettre d'accéder directement et rapidement à des opportunités de financement climatique (y compris le financement privé) et à une assistance technique, y compris la reconnaissance du développement urbain et territorial intégré et durable comme l'un des mécanismes non marchands de l'Accord de Paris. La mise en place d'un tel financement de programme climatique intégré assurera un alignement des investissements sur les besoins et priorités locaux, soutiendra une action climatique fondée sur la science, contribuera à combler le déficit de compétences en matière d'emplois verts, favorisera une transition juste et ciblera l'aide aux plus vulnérables.

## 5. FAIRE FACE AUX PERTES ET DOMMAGES

Reconnaître le leadership, l'engagement et l'expertise des gouvernements infranationaux dans les pays et les communautés les plus touchés par les pertes et dommages liés à la crise climatique, en particulier les pays les moins avancés (PMA) et les petits États insulaires en développement (PEID).

Inclure les PMA et les PEID dans la conception et la gouvernance du nouveau Fonds pour les pertes et dommages afin de s'assurer que les fonds soient accessibles au niveau local et qu'ils atteignent les communautés les plus vulnérables.

Intégrer les connaissances locales et autochtones concernant les normes culturelles, les croyances et les pratiques quotidiennes des ménages respectueuses du climat, ainsi que les mécanismes de soutien financier, afin de rétablir, de reconstruire et de progresser vers des moyens de subsistance, des infrastructures et une nature résilients.

## 6. COLLABORER

Tirer parti des partenariats et de la collaboration avec le Collectif LGMA, en tant que plateforme cruciale fédérant les voix infranationales à l'échelle mondiale et promouvant un alignement vertical entre la gouvernance nationale et locale en matière de résilience. Intégrer les résultats des bilans locaux et régionaux organisés dans le monde entier dans les Bilans mondiaux (GST).

## 7. FORMALISER LES VOIX INFRANATIONALES DANS L'AGENDA DE LA COP À LA CCNUCC

Soutenir l'engagement des gouvernements infranationaux à l'occasion du tout premier Sommet sur l'action climatique locale de la COP28 dans le cadre du Sommet mondial sur l'action climatique de la COP28, annoncé par la nouvelle présidence émiratie de la COP28 et Bloomberg Philanthropies, prévu le 2 décembre.

Soutenir l'institutionnalisation de la Réunion ministérielle sur l'urbanisation et le changement climatique en tant qu'événement régulier lors des COP à la CCNUCC, suite à son succès lors de la COP27 et à la résolution de la 2ème Assemblée d'ONU-Habitat, et saluer la 2e édition prévue le 6 décembre,

Soutenir l'initiative « Résilience urbaine durable pour la prochaine génération » (SURGe) de la présidence de la COP27 et reconnaître le pouvoir transformateur d'un développement urbain et territorial intégré et durable et le rôle joué par les gouvernements infranationaux dans la mise en

œuvre du Partenariat de Marrakech, des campagnes « Course vers l'Objectif zéro » et « Course à la résilience », de « 2030 Breakthroughs », de « Breakthrough Agendas », de l'Agenda d'adaptation de Charm el-Cheikh et du programme « Voies thématiques et de solution ».

## **8. ÉTABLIR LES LIENS ENTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET LA PERTE DE LA NATURE ET DE LA BIODIVERSITÉ**

Clarifier le lien entre la nature et le climat, car les écosystèmes naturels jouent un rôle important dans la régulation du climat et agissent comme des tampons naturels contre les phénomènes météorologiques extrêmes.

Faciliter l'adoption de solutions fondées sur la nature comme solutions clés pour l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à celui-ci, avec des bénéfices connexes importants en termes de santé, d'alimentation et de qualité de vie. Reconnaître et soutenir le rôle des gouvernements infranationaux dans la protection de la biodiversité, notamment à travers la surveillance environnementale, l'aménagement du territoire, l'aménagement des espaces urbains et naturels, les transports et la gestion de l'eau.

## **9. METTRE EN ŒUVRE LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE**

Reconnaître que la localisation des Objectifs de Développement Durable (ODD) et les actions de coopération décentralisée sont cruciales pour obtenir des impacts positifs sur le terrain.

Reconnaître que l'Agenda 2030 ne peut être atteint que si le niveau infranational est autorisé à jouer un rôle essentiel dans la concrétisation des ambitions internationales des ODD.

## **10. PARTENARIATS MULTI-NIVEAUX ENTRE LES PARTIES PRENANTES**

Inviter toutes les parties prenantes à collaborer avec les gouvernements infranationaux afin de soutenir la mise en œuvre des plans et engagements d'urgence climatique. Ces partenariats sont essentiels pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris et doivent s'appuyer sur l'expertise technique et institutionnelle infranationale.

De par leurs budgets, leurs actions législatives et exécutives et leurs mécanismes de leadership, les gouvernements infranationaux sont des institutions qui ont l'obligation de rendre des comptes aux citoyens. De par la reconnaissance de leur rôle dans l'Accord de Paris et le Pacte de Glasgow pour le climat, ils contribuent également de manière décisive à guider et à impliquer leurs communautés dans l'action mondiale. Des entreprises aux parlementaires, de la société civile aux universitaires, des syndicats et des agriculteurs aux communautés autochtones, des groupes confessionnels aux défenseurs de l'égalité des genres et des générations, nous invitons toutes les parties prenantes à considérer leurs gouvernements infranationaux comme leur allié dans la réponse aux urgences climatiques.

## SUGGESTIONS DU LGMA POUR LES RÉSULTATS DE LA COP28 ET DU GST<sup>3</sup>

### PRÉAMBULE

*Reconnaît* le leadership des gouvernements infranationaux dans l'accélération et l'intensification des actions d'atténuation et d'adaptation ainsi que leur capacité à engager efficacement les citoyens dans le processus de transformation vers des modes de vie, de consommation et de production durables, et *rappelle* l'urgente nécessité de poursuivre l'accélération et la collaboration avec tous les niveaux de gouvernance;

### MITIGATION

*Reconnaît* le rôle des gouvernements infranationaux dans l'accélération de la réduction des émissions de gaz à effet de serre, ainsi que dans la mise en place de garanties sociales et environnementales et de mesures compensatoires d'atteinte à la biodiversité, et *encourage* les Parties à intensifier leur participation pleine et entière au processus d'actualisation, de rehaussement de l'ambition et de mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national et des stratégies à long terme ;

### RÉSILIENCE ET ADAPTATION

*Reconnaît* le rôle des gouvernements infranationaux, dans le nouveau Cadre de l'objectif mondial d'adaptation, dans le diagnostic, l'évaluation et l'élaboration de plans et d'actions d'adaptation locaux et régionaux sur leur territoire, et la nécessité de leur apporter un soutien financier et technique pour la mise en œuvre de stratégies d'adaptation pilotées localement et contextuellement pertinentes ;

*Reconnaît* la nécessité d'intégrer les Évaluations de la résilience urbaine et les Plans d'action dans les stratégies de planification des gouvernements locaux afin qu'ils ne conduisent pas à une maladaptation, tout en contribuant à faire progresser le suivi, l'évaluation et les investissements en matière d'adaptation au climat vers une adaptation robuste, inclusive, équitable et participative ;

### MOYENS DE MISE EN ŒUVRE : FINANCEMENT, RENFORCEMENT DES CAPACITÉS, INNOVATION ET SENSIBILISATION

*Invite* les Parties à réformer et à mettre en place des mécanismes de financement pour l'adaptation et l'atténuation ainsi que des programmes de *financement* urbain visant à améliorer la disponibilité et l'accès aux opportunités de financement climatique pour les gouvernements infranationaux, le cas échéant, notamment par le biais d'institutions financières et de réformes fiscales et réglementaires

---

<sup>3</sup> Le Bilan mondial (GST) est un processus visant à faire le bilan de la mise en œuvre de l'Accord de Paris afin d'évaluer les progrès collectifs accomplis dans la réalisation de l'objet de l'Accord et de ses buts à long terme. Chaque bilan est un processus d'une durée de deux ans qui a lieu tous les cinq ans. Le premier bilan aura lieu à la COP28 à Dubaï et s'appuiera sur les Dialogues techniques de 2022-2023. Se fondant sur l'expérience des Dialogues de Talanoa de 2018, le Collectif LGMA est parvenu à convaincre les négociateurs de la CCNUCC qu'il était important que le bilan mondial bénéficie de contributions aux niveaux local, national et international, dans le cadre des processus dénommés Stocktake4ClimateEmergency pilotés par LGMA.

nationales, en vue de garantir des investissements en adéquation avec les territoires et les conditions locales ;

*Encourage* les Parties à renforcer la capacité des gouvernements infranationaux à accéder aux fonds climatiques et aux options de financement, en soutenant une approche intégrée de l'action climatique, en facilitant leur utilisation, en améliorant et en élargissant les services de conseil sur les options de financement disponibles, et en fournissant une formation ciblée sur l'utilisation des instruments financiers et une expertise dans l'élaboration de solutions ; et *reconnait* le rôle crucial de l'innovation, de l'éducation, de la formation, de la sensibilisation du public, de l'accès du public à l'information et de la participation du public pour faire passer l'action climatique à tous les niveaux en mode d'urgence;

## **PERTES ET DOMMAGES**

*Reconnait* le rôle des gouvernements infranationaux dans le monde, et notamment dans les pays vulnérables qui sont les plus touchés par les pertes et dommages liés au changement climatique, en particulier les pays les moins avancés (PMA) et les petits États insulaires en développement (PEID), *prend en compte* leur expérience et leurs besoins en matière d'accès aux mécanismes de soutien financier pour le rétablissement et la reconstruction afin de progresser vers des moyens de subsistance, des infrastructures et une nature résilients, et veille à leur inclusion dans la gouvernance et la prise de décision du nouveau Fonds pour les pertes et dommages ;

## **LEADERSHIP ET ENGAGEMENT DES PARTIES PRENANTES NON-PARTIES**

*Se félicite* du rôle moteur joué par le Partenariat de Marrakech pour l'action climatique et les champions de haut niveau, ainsi que des engagements pris par les parties prenantes non-parties dans le cadre des campagnes « Course à la résilience » et « Course vers l'objectif zéro » et des agendas Breakthrough et Adaptation afin de soutenir les objectifs nationaux ;

## **COOPÉRATION SOLIDE ET STRUCTURE DE DIALOGUE ENTRE TOUS LES NIVEAUX DE GOUVERNEMENT**

*Invite* les Parties à reconnaître le rôle important des gouvernements infranationaux, des villes et des autres collectivités locales dans la mise en œuvre des objectifs de la CCNUCC, ainsi que dans le suivi et l'établissement de rapports, l'intégration, la mobilisation des ressources, le renforcement des capacités et la communication, l'éducation et la sensibilisation du public, la participation sociale et l'accès du public à l'information, en adoptant un Plan d'action sur les villes et les autres gouvernements infranationaux pour l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à celui-ci, ainsi qu'une structure de dialogue comme cadre pour soutenir les Parties conformément à la législation nationale, et faciliter sa mise en œuvre, conformément à la législation nationale.



Building on the initial draft led by the above LGMA partners, a final list of endorsers of this statement will be announced at the LGMA COP28 press conference on 30 November 2023.

## RÉSEAUX ET GOUVERNEMENTS SIGNATAIRES







Building on the initial draft led by the above LGMA partners, a final list of endorsers of this statement will be announced at the LGMA COP28 press conference on 30 November 2023.

### RÉSEAUX ET GOUVERNEMENTS SIGNATAIRES





Building on the initial draft led by the above LGMA partners, a final list of endorsers of this statement will be announced at the LGMA COP28 press conference on 30 November 2023.

## RÉSEAUX ET GOUVERNEMENTS SIGNATAIRES

